



OUVERTURE D'UN BUREAU DE LIAISON

DEFINITION DU BUREAU DE LIAISON (Premier établissement en France d'une société étrangère)

Etablissement n'ayant pas de personnalité morale distincte de celle de la maison mère et dont l'objet exclusif est de prendre des contacts, recueillir des informations, fournir des renseignements pour le compte de la maison mère ou assurer la publicité de celle-ci.

Le dossier est constitué :

De l'imprimé MO : en deux exemplaires complétés et signés en original par le représentant légal ou son mandataire..

Des pièces justificatives suivantes :

- ✓ Extrait de l'immatriculation de la société ou titre justifiant son existence, accompagné, le cas échéant, d'une traduction en français, certifiée conforme par le représentant en France (signature en original).
- ✓ 1 copie des statuts certifiée par le représentant en France, accompagnée, le cas échéant, d'une traduction en français certifiée conforme par le représentant en France (signature en original).
- ✓ Justificatif de la jouissance du local : copie du bail au nom de la société et signé des deux parties ou du contrat de domiciliation ou [attestation de mise à disposition](#) datée et signée.

POUR LE REPRESENTANT DE LA SOCIETE EN FRANCE

Personnes physiques

- ✓ Justificatif d'identité

Ressortissant de nationalité française ou d'un Etat membre de l'UE :

Copie recto verso de la carte d'identité en cours de validité, ou copie du passeport en cours de validité.

Ressortissant d'un Etat membre de l'Espace économique européen ou d'un Etat avec lequel ont été conclus des accords (Islande, Norvège, Liechtenstein, Suisse, Andorre, Monaco) :

Copie recto verso de la carte d'identité ou du passeport en cours de validité + traduction libre certifiée conforme par le dirigeant concerné.

Ressortissant d'une autre nationalité résidant en France :

L'un des justificatifs ci-après :

- copie du visa de long séjour valant titre de séjour (VLS/ TS) portant la mention " passeport talent " délivré sur le fondement du 5°, 6°, 7°, 8° ou 10° de l'article L. 313-20 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;





- copie du visa de long séjour valant titre de séjour (VLS/ TS) portant les mentions “ entrepreneur/ profession libérale ” ou “ vie privée et familiale ” ;
- copie de la carte séjour temporaire ou pluriannuelle ou certificat de résidence algérien, portant la mention “ vie privée et familiale ” (ou copie de son récépissé de renouvellement) ;
- copie de la carte de séjour temporaire ou pluriannuelle portant la mention “ entrepreneur/ profession libérale ”, ou certificat de résidence algérien portant la mention “ commerçant ” (ou copie de leur récépissé de première demande) ;
- copie de la carte de séjour “ compétence et talent ” ;
- copie de la carte de séjour pluriannuelle portant la mention “ passeport talent ” délivrée sur le fondement du 5° de l'article L. 313-20 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (ou copie de son récépissé de première demande) ;
- copie de la carte de séjour pluriannuelle portant la mention “ passeport talent ” délivrée sur le fondement du 6°, 7°, 8° ou 10° de l'article L. 313-20 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- copie de la carte de résident (ou copie de son, récépissé de renouvellement).

Etranger non résident en France

Copie recto-verso de la carte nationale d'identité en cours de validité ou copie du passeport en cours de validité + traduction libre certifiée conforme par le dirigeant concerné.

- ✓ [Une déclaration de non-condamnation et de filiation](#), datée et signée en original.
- ✓ Si le représentant en France n'est pas le représentant légal à l'étranger, 1 copie de la décision lui conférant cette qualité accompagnée, le cas échéant, d'une traduction en français certifiée conforme par le responsable en France.
- ✓ Formalité effectuée par un mandataire : [pouvoir](#) signé des deux parties.

Coût de la Formalité

L'inscription au Registre du commerce et des sociétés n'est pas obligatoire. Donc pas de frais.

Cependant, cette inscription peut s'avérer nécessaire (pour ouvrir un compte bancaire professionnel par exemple). Dans ce cas, joindre un chèque de 70,39 € libellé à l'ordre du Greffe du Tribunal de Commerce de Gap (vous obtiendrez ainsi un extrait k-bis relatif à votre société).

Redevance CFE : 70 € par chèque libellé à l'ordre de la CCI des Hautes-Alpes.





Informations

- Installation d'une enseigne : Contacter la mairie du lieu d'implantation afin de connaître la réglementation en vigueur.
- Mention d'un nom de domaine : L'entreprise peut déclarer le nom de domaine de son ou ses sites Internet en ayant auparavant effectué la déclaration auprès de l'[AFNIC](#) ([Déclaration relative au nom de domaine](#)).

**SUIVRE TRES EXACTEMENT LE MODELE D'IMPRIME JOINT.
A DEFAUT DE NOMBREUX ORGANISMES VOUS RELANCERONT.**

Retrouvez toutes les infos sur : www.hautes-alpes.cci.fr

